

Bordeaux

## À l'approche des JO, la CUB s'offre un marathon

Presque six heures de séance, hier, pour le dernier conseil de la Communauté urbaine avant les vacances d'été. Et plusieurs gros dossiers très discutés.



Hier, les élus de la CUB n'ont pas chômé... (photo Stéphane Lartigue)

Pour faire de la politique, il faut avoir une bonne condition physique. Les 120 élus composant l'assemblée de la CUB ont eu droit hier, en tout cas, à une séance qui leur a demandé de puiser dans leurs réserves : 111 délibérations et quelques gros débats d'orientation, pour une séance qui a duré presque six heures.

Le président Feltesse avait prévu une pause pique-nique au milieu mais finalement les élus ont avalé le marathon d'un coup avant de passer au repas. Voici ce que l'on peut retenir de cette séance fleuve.

### Émotion et motion pour la LGV

La possible remise en question de plusieurs projets de lignes ferroviaires à grande vitesse (LGV), évoquée mercredi par Jérôme Cahuzac, ministre délégué au Budget, a suscité une vive émotion chez la plupart des élus de la CUB et entraîné le vote d'une motion, initialement portée par le groupe de droite Communauté d'avenir mais votée par la majorité de gauche. « Les élus de la Communauté urbaine de Bordeaux [...] ont souhaité rappeler leur volonté de voir aboutir les projets de ligne à grande vitesse prévus à l'horizon 2017 et 2020 », est-il écrit dans la motion. Laquelle rappelle aussi que la CUB s'est engagée à hauteur de 130 millions d'euros et que « la ligne Tours-Bordeaux [...] n'a de sens que si les projets vers Toulouse et l'Espagne à l'horizon 2020 sont confirmés. Le projet métropolitain porté par la CUB s'appuie sur cette perspective unique de replacer Bordeaux au carrefour de l'Europe sur la façade atlantique. » La motion dit aussi que le

projet de LGV doit favoriser le retour de la croissance durable et que l'avenir de Bordeaux est « autant tourné vers Lisbonne et Madrid que Paris et Londres ».

### **Grenelle des mobilités**

Un débat d'orientation faisait suite à la clôture du Grenelle, après six mois de travaux sur le thème des déplacements dans et autour du Grand Bordeaux. Typique de la gestion à la Feltesse, ce grand et long « brain storming » où les élus n'étaient pas invités, ne semble pas avoir suscité chez eux un enthousiasme démesuré.

« On brasse, on brasse », avait ironisé Alain Juppé avant le conseil. « C'est un très grand brassage d'idées, les politiques ont maintenant une boîte à outils. Mais dedans, il y a le péage urbain ou la vignette. Nous préférons les incitations plutôt que la contrainte », a expliqué pour sa part Michel Olivier (PC, Pessac). Pour Patrick Bobet (UMP, Le Bouscat), le Grenelle a oublié de parler de la voie ferrée de ceinture. « Je suis réservé, le Grenelle fait un état des lieux mais il n'y a rien de nouveau ni d'opérationnel », estime Michel Duchène (UMP, Bordeaux).

La procédure a en revanche été défendue par les écologistes qui ont souligné « les solutions innovantes et ingénieuses » et appelé à « jouer le jeu jusqu'au bout » (Gérard Chausset, Mérignac).

Même soutien chez Vincent Feltesse (PS, Blanquefort) : « C'est encore nébuleux mais c'est une vraie révolution culturelle ».

### **La fracture foncière**

Débat nourri autour de la possible création d'un Établissement public foncier local (EPFL) qui permettrait à la CUB de constituer des réserves de terrains, pour mieux maîtriser son urbanisme. La droite d'Alain Juppé n'en veut pas : « La CUB doit avoir une politique de réserves foncières mais il existe des moyens réglementaires pour maîtriser le foncier, sans créer un EPFL dont on ne maîtrisera pas les limites, et qu'il faudra financer en créant une taxe nouvelle ». Ce sujet a créé une fracture nette entre la droite et la gauche. La décision finale sera prise en septembre.

### **Régie or not régie ?**

Comment gérer les grands services locaux, en régie directe ou par le biais d'un délégataire privé. Ce débat passionne les élus et traverse les camps. Le PC verrait tout en régie : eau, transports, etc. La droite souhaite une régie pour la politique foncière, mais une délégation à une société privée pour les transports. Sur ce point, il y a un accord gauche-droite : le réseau TBC sera géré via une délégation de service public (comme aujourd'hui), après la fin du contrat de Keolis (2014). L'eau potable et l'assainissement, en revanche, passeront en régie en 2018. Quant à la future salle de spectacle, elle sera réalisée par la CUB, pas en régie mais via une concession de travaux publics, comme prévu à Floirac.

Retrouvez le compte rendu réalisé hier en direct depuis l'hémicycle de la CUB sur [www.sudouest.fr](http://www.sudouest.fr), lien « Bordeaux »

